

> Le MNR sur internet : www.m-n-r.fr

n°91

Janvier 2019

Le Chêne



5 €

MAGAZINE DU MOUVEMENT NATIONAL RÉPUBLICAIN

"Le MNR présente ses meilleurs vœux à ses adhérents et sympathisants, en espérant une embellie pour notre pays"

Le site *Ligne droite*, les idées du grand changement



Bruno Mégret
Le malaise des "gilets jaunes"

p.3



Abbé Guy Pagès
Macron et l'islam

p.4



Bernard Brès
La PMA ou la mort du père

p.5/6



Jean Quélenec
Macron en même temps Jupiter et Zeus
Bernard Plouvier
Valeurs

p.8

L'affaire des gilets jaunes montre à quel point la classe politique, et plus généralement le Système, sont dorénavant coupés du peuple et mènent une politique contraire à ses besoins et à ses aspirations.

En revanche, matraqués par la propagande politiquement correcte depuis des décennies, ceux qui se dressent contre l'oligarchie manquent souvent des outils pour présenter un projet d'alternative cohérent et percutant.

C'est pourquoi le site *Ligne droite* créé et dirigé par Bruno Mégret est si important. On y trouve en effet le logiciel complet du grand changement auquel nous aspirons. Un logiciel mis librement à la disposition de tous ceux qui s'opposent au Système et qui aspirent au redressement de notre pays.

Plus globalement le groupe Ligne droite dresse dans ce site un constat sur l'état du pays et sur la situation politique actuelle. Mais il définit aussi la vision géopolitique, les ambitions collectives et le position-

nement qu'une droite nouvelle devrait incarner. *Ligne droite* définit également les idées forces à mettre en œuvre dans tous les domaines. Elle va même jusqu'à préciser la méthode gouvernementale à appliquer, la stratégie à suivre et la tactique militante à adopter.

Bref ce logiciel est unique sur la toile : il montre que l'avenir est ouvert et que tout demeure possible.

Aussi, je vous invite à visiter ce site et à le faire connaître. Par son existence même il démontre que la droite peut être féconde et incarner un avenir d'identité, de liberté, d'expansion, d'harmonie, de prospérité et de fraternité.

Voici son adresse :
lignedroite.club

Hubert Savon



L'ACTUALITÉ VUE DU MNR

Communiqué du 19 septembre 2018 **Selon nos autorités, pour lutter contre l'islamisme, arabisons la France !!!**

Dans un récent rapport de l'institut Montaigne, il est proposé de «relancer l'apprentissage de la langue arabe à l'école» pour lutter contre l'islamisme. En commentaire de cette proposition, le ministre de l'éducation, Jean-Michel Blanquer, a jugé que l'arabe était une langue «très importante», qu'il fallait «développer», et qu'il fallait lui «donner du prestige». Curieusement, dans un rapport de l'ISESCO (Organisation islamique pour l'éducation, les sciences et la culture) de l'année 2000, et dans la partie «Stratégie de l'Action Islamique Culturelle à l'extérieur du Monde islamique», on lit que «l'étude de l'arabe et sa parfaite maîtrise comme moyen pratique et créateur constitue un des objectifs principaux que la stratégie doit réaliser dans tous les domaines où se manifeste la culture islamique». Ainsi, par cette prise de position, l'Institut Montaigne et J.M. Blanquer se comportent en «idiots utiles» de l'islamisation et des islamistes, puisque l'arabe est la langue du Coran, dont les préceptes justifient les actions terroristes.

Répétons sans nous lasser que l'islamisme n'est pas une déviation de l'islam, mais son accomplissement, et qu'il est stupide de vouloir le contrer en nous arabisant...

Communiqué du 28 octobre 2018 **La francophonie dirigée par la représentante d'un pays non francophone !**

L'OIF (Organisation internationale de la francophonie) affiche le but de «Valoriser l'usage et l'influence de la langue française dans un contexte de

diversité linguistique». Le 12 octobre dernier, la ruandaise Louise Mushikiwabo a été portée à la tête de l'OIF. En parlant d'elle, E. Macron avait déclaré le 23 mai : «la ministre des Affaires étrangères du Ruanda, a toutes les compétences pour exercer cette fonction» de secrétaire générale de l'OIF et «je la soutiendrai». Sans doute y a-t-il là de la part de notre président un calcul pour normaliser nos relations avec le Ruanda, mais que devient alors la promotion de la langue française ? Au Ruanda, notre langue n'est parlée que par 5,6 % de la population ; d'autre part, son président, Paul Kagamé a même remplacé le français comme langue d'apprentissage dans les écoles au profit de l'anglais, qui en 2008 est ainsi devenu une langue officielle de ce pays.

Notre président, en soutenant la candidature d'un pays hostile à notre langue, montre en vérité le mépris dans lequel il tient notre identité. Ne l'oublions jamais...

Communiqué du MNR du 4 novembre 2018 **A Hanoï, Édouard Philippe rend hommage à Hô Chi Minh : sait-il ce qu'il dit ?**

En déplacement au Vietnam, et ayant visité le bureau de Hô Chi Minh, notre premier ministre Édouard Philippe a écrit sur le livre d'or : «A Hanoï, je suis heureux de célébrer l'amitié entre nos deux peuples et de rendre hommage au président Hô Chi Minh, artisan de l'indépendance d'une grande et belle nation. L'austérité sereine du bureau de Hô Chi Minh montre combien le travail et le calme, la détermination et la constance servent les projets des États».

On peut se demander si Édouard Philippe a entendu parler de la condition des détenus dans les camps vietnamiens, des tortures physiques et psychologiques (pour leur «rééducation») qu'ils durent subir, quand ils étaient encore vivants ! A propos des militaires français capturés, l'ANAI (Association Nationale des

Anciens et Amis de l'Indochine et du Souvenir indochinois) indique que «28% seulement survivront... Leur mortalité sera donc très supérieure à celle des camps d'extermination nazis considérés comme la honte de l'humanité».

L'hommage d'Édouard Philippe au chef du Viet Minh est une insulte aux combattants français d'Indochine, Comment pourrions-nous avoir de la considération pour un tel homme politique ?

Communiqué du MNR du 5 novembre 2018 **Décès de Robert Faurisson : un combattant de la pensée libre disparaît**

Le 21 octobre dernier, Robert Faurisson est décédé dans sa maison de Vichy, au retour d'une conférence en Angleterre. Il avait 89 ans. Il était connu pour sa vision non-conformiste de la réalité des camps nazis. Ancien professeur de littérature à l'université de Lyon II, il avait fait face, durant de nombreuses années, à une violente hostilité (avec plusieurs attaques physiques), à partir de la publication de ses thèses dans la presse à la fin de 1978. On peut considérer que c'est notamment contre ses travaux qu'a été dirigée la loi Fabius-Gayssot de 1990, interdisant de contester les conclusions du tribunal de Nuremberg sur la deuxième guerre mondiale (par exemple le massacre de Katyn, attribué aux nazis, et pour lequel la responsabilité soviétique a finalement été reconnue, de nombreuses années plus tard...).

On ne peut que s'incliner devant son courage pour défendre ses thèses.

Avec tous les défenseurs de la liberté de pensée, luttons pour que soient abrogées les lois qui interdisent la recherche historique, et en particulier la loi Fabius-Gayssot de 1990.

Le malaise des gilets jaunes : le mondialisme économique et migratoire

La crise des gilets jaunes devait se produire tôt ou tard. Elle est le fruit attendu de l'attitude de nos dirigeants qui, décennie après décennie, ont imposé aux Français une politique de rigueur et de sacrifice contraire à leurs aspirations car exclusivement conçue pour être conforme à la pensée unique. Et maintenant que cette révolte se concrétise, il paraît essentiel que chacun en comprenne clairement la portée réelle et ne se trompe ni sur sa nature ni sur ses causes profondes.

La France fragmentée

S'agissant de l'origine des manifestants, les médias les rattachent à une France périphérique qui serait oubliée des pouvoirs publics. Cette analyse, au demeurant exacte est cependant largement incomplète car elle n'appréhende pas et de loin la totalité de la situation dans laquelle se trouvent les Français d'aujourd'hui. Notre pays est en réalité fragmenté en trois entités : celle des métropoles, celle des banlieues et celle de la périphérie.

Les minorités dominantes : l'oligarchie et les immigrés

La France des métropoles est celle de l'oligarchie et de ses affidés. Il s'agit des membres du Système et des bobos qui partagent son idéologie politiquement correcte. Ceux-là ne sont pas pénalisés par le libre-échangeisme ni par l'immigration et tous communient dans le projet mondialiste cher au cartel de Davos. Tournés vers l'étranger, axés sur le sauvetage de la planète, ils ne se préoccupent plus vraiment de la France si ce n'est pour l'adapter à la mondialisation et au changement climatique.

À l'autre bout de l'échelle sociale, dans les banlieues, on trouve les immigrés ou les personnes originaires de l'immigration. Ils ne sont pas affectés non plus par la mondialisation puisqu'elle leur a permis de venir en France où ils vivent beaucoup mieux que dans leur pays d'origine. Et cela d'autant plus qu'ils sont soutenus par l'oligarchie qui leur donne la priorité sur les Français de souche aussi bien à travers son discours sur le vivre ensemble que par les aides financières massives qu'elle leur apporte. Désireuses de vivre chez nous comme elles vivent chez elles, ces populations n'éprouvent que peu d'intérêt pour la France.

La majorité marginalisée : les Français des classes moyennes et populaires

Enfin, dans la périphérie des métropoles,

dans les villes moyennes et dans les zones rurales vivent les Français des classes moyennes et populaires. Ils sont oubliés du Système, ignorés de l'oligarchie, et, bien que majoritaires, marginalisés dans leur propre pays. Eux subissent de plein fouet les effets destructeurs de la mondialisation aussi bien à travers l'immigration avec laquelle ils sont en contact qu'en raison du libre-échangeisme sauvage qui provoque un chômage massif dont ils sont les premières victimes. Pis, ce sont eux qui assurent par leur nombre l'essentiel des rentrées fiscales et sociales alors que beaucoup d'entre eux n'ont pas accès aux aides publiques, celles-ci étant pratiquement toutes attribuées sous condition de ressources. Ajoutons qu'ils sont, quant à eux, très attachés à la France et qu'ils constituent la réalité du peuple français.

Les gilets jaunes : le peuple français en colère

On comprend dès lors pourquoi la France est oubliée : les seuls qui s'y intéressent encore, les Français des classes moyennes et populaires, sont étouffés et occultés. Avec les gilets jaunes, clairement issus de cette France périphérique, ce sont donc les Français qui se réveillent. C'est le peuple français en colère qui reproche à la classe dirigeante de l'ignorer et de le pénaliser au profit des minorités que sont les immigrés et, dans un autre registre, les membres de l'oligarchie.

L'oligarchie impose le choix idéologique du mondialisme

S'agissant par ailleurs des causes de la révolte, il y a là encore un manque flagrant de discernement. On nous explique en effet que le problème viendrait d'une insuffisance de pouvoir d'achat résultant d'une mauvaise gestion de l'économie. Ce n'est malheureusement pas la réalité. Si la situation ne cesse de se dégrader, ce n'est pas en raison des erreurs de gestion de nos dirigeants mais à cause de leurs choix idéologiques, des choix qui les conduisent contre toute raison à soumettre notre économie au mondialisme et notre société à l'immigration. C'est pourquoi les Français ne connaissent pas un simple problème de pouvoir d'achat mais un processus majeur d'appauvrissement. Le libre-échangeisme sauvage que nous subissons depuis des décennies par la faute de nos dirigeants a en effet provoqué un transfert continu de richesse de la

France vers les pays émergents. La concurrence sauvage et déloyale imposée à nos entreprises a engendré avec la désindustrialisation et le chômage de masse un appauvrissement général du pays. Un appauvrissement encore accentué par la charge financière considérable de l'immigration.

Le Système organise l'appauvrissement du pays

Pour traiter ce processus sans renoncer au mondialisme, la classe politique a d'abord cherché à le compenser par le recours à l'emprunt. Mais la dette se creusant, la Commission de Bruxelles se faisant plus pressante, cette politique de court terme n'était plus réellement possible.

Dès lors, deux solutions se présentaient à nos dirigeants. Renoncer au mondialisme, stopper l'immigration, établir des écluses douanières aux frontières de l'Europe et réindustrialiser notre pays pour créer à nouveau de la richesse sur notre sol tout en allégeant le poids de l'immigration. Mais pour nos gouvernants totalement inféodés à la pensée unique, une telle option est évidemment idéologiquement impensable. Aussi ne leur reste-t-il que la seconde option qui consiste à accepter l'appauvrissement du pays et même à l'organiser. C'est ce choix purement idéologique que les dirigeants du Système ont fait au mépris des Français et c'est ce choix que Monsieur Macron et ses soutiens ont entrepris de mettre en œuvre. Dès lors tout s'enchaîne car, pour organiser l'appauvrissement, il faut en effet augmenter les prélèvements et diminuer les prestations ainsi que les services publics et donc réduire le niveau de vie des Français.

Les gilets jaunes : en finir avec le mondialisme

Face à cette situation absurde qui voit le pouvoir œuvrer contre le peuple, il était logique que ce dernier se réveille et manifeste sa colère. Tel est le sens du mouvement des gilets jaunes : ils sont le peuple français victime du mondialisme économique et migratoire voulu par la classe politique. Aussi la réponse à leur colère réside-t-elle dans le rétablissement des frontières afin de stopper l'immigration et de mettre un terme à la concurrence sauvage qui appauvrit notre pays. Bref, pour répondre aux gilets jaunes, il faut sortir de la pensée unique.

Bruno Mégret

L'ABBÉ GUY PAGÈS ACCUSE MACRON D'ISLAMISER LA FRANCE

Invité le 12.09.18 en Ukraine à la quatrième session de travail, de l'OSCE (Organisation pour la Sécurité et la Coopération en Europe), l'abbé Guy Pagès (1), qui fut longtemps missionnaire en milieu islamique à Djibouti, s'en est pris directement à Emmanuel Macron qu'il accuse d'hypocrisie et de lâcheté dans sa façon de protéger les mosquées et les centres culturels islamiques où la charia est enseignée et de favoriser la progression de l'islam en France en voulant, en accord avec la franc-maçonnerie, son enracinement par la création d'un «islam de France». Son argumentation est parfaitement logique et s'appuie sur le Coran.

Le discours de l'abbé Pagès

«Permettez-moi d'évoquer un problème qui n'est pas très politiquement correct, celui posé dans l'Union Européenne par la présence de l'islam, lequel s'identifie à la pratique de la charia, présentée comme étant la loi divine elle-même, tout le contraire donc d'une loi construite par la raison humaine, que l'on espère guidée à la lumière de la loi divine. C'est pourquoi la CEDH (Cour Européenne des Droits de l'Homme), en 2003, dans l'affaire Refah Partisi, a déclaré la conception islamique de la société incompatible avec les principes de base de la démocratie et les valeurs de la Convention européenne des droits de l'homme.

La CEDH a également refusé la solution du système multi-juridique, la coexistence de plusieurs législations, qui attribue des compétences juridiques aux tribunaux de la charia (existe en Angleterre). En effet celle-ci sépare les personnes en pures et impures, et supprime le rôle de l'État comme garant des droits et libertés de tous les citoyens. L'islam n'est pas tant une religion qu'une loi, autant civile que religieuse, ignorant la distinction des domaines politique et religieux. C'est ainsi que l'islam est un projet politique totalitaire.

Je pose donc la question : Comment l'Union Européenne et nombre de ses États membres peuvent-ils favoriser l'implantation de l'islam sur leur sol par la construction de mosquées et de centres islamiques où la charia est enseignée ?

L'hypocrisie de l'idéologie suicidaire de l'Union Européenne se donne à voir dans le projet du président Macron de bâtir un islam de France. En effet, non seulement la Constitution française interdit à l'État de s'occuper de religion, mais pour trois raisons au moins ce projet est voué à l'échec :

- 1) **La loi d'Allah ne change pas** (Coran 33.62 ; 35.43 ; 48.23) ;
- 2) **Allah interdit aux musulmans de se soumettre jamais à des non-musulmans** (Coran 3.73,114 ; 4.144 ; 5.51,60 ; 9.71 ; 47.38) ;
- 3) **L'appartenance à la nation islamique transcende toute autre appartenance** (Coran 2.143 ; 3.110).

C'est dire que ce projet n'a finalement pas d'autre raison d'être que *d'enraciner un peu plus l'islam en France, en lui donnant la légitimité et la respectabilité qu'il ne saurait avoir autrement, le tout aux frais du contribuable.*

L'idéologie maçonnique condamne les autorités politiques à répéter le discours autoréférentiel de l'islam, à sanctionner toute critique raisonnable de l'islam, au motif du vivre ensemble et de la lutte contre l'islamophobie, bref, à devenir les idiots utiles de l'islamisation de l'Europe.

L'Europe a-t-elle vraiment intérêt à abandonner Jésus-Christ pour choisir Barabbas (3) ? Monsieur le Modérateur, serait-il possible que le BIDDH (Bureau des Institutions Démocratiques et des Droits de l'Homme) (2), mandaté pour aider les États participants de l'OSCE à assurer le plein respect des droits de l'homme et des libertés... rappelle aux États européens la nécessité de réformer leur législation en fonction du jugement de la CEDH reconnaissant l'incompatibilité de la charia et des Droits de l'homme ?

L'hypocrisie et la lâcheté ne préparent pas des lendemains qui chantent, mais des lendemains qui pleurent.

L'affirmation selon laquelle l'islam serait compatible avec les valeurs occidentales et les autres religions repose sur le mythe propagé autrefois par Jack Lang trafiquant l'histoire d'Al Andalus. Il y aurait eu en Espagne une cohabitation harmonieuse, égalitaire et amicale des trois religions monothéistes, islamique, chrétienne et juive, prétendent Lang et la gauche. La vérité est que l'islam a conquis l'Espagne (excepté les franges nord et ouest) par une grande violence et imposé la «dhima» aux chrétiens et aux juifs.

La dhima, qui fait les dhimis, est un impôt lourd, la djizia, imposé aux seuls chrétiens et juifs (tolérés parce que «peuples du Livre»),

interdiction d'accès aux postes élevés de la fonction publique (sauf dérogations), de détenir des armes, de regarder et d'épouser une musulmane, de pratiquer ostensiblement sa religion, de construire des édifices religieux, de pratiquer certains métiers, et accepter que de nombreux jeunes hommes et jeunes femmes soient emmenés en esclavage dans les pays où la charia est la loi.

Andalus (qui s'étendait aux provinces voisines de l'Andalousie actuelle) connut de nombreuses révoltes toutes réprimées dans le sang.

Il fallut sept siècles aux Espagnols pour chasser l'islam et il en fallut dix aux Européens, qui eux non plus ne supportaient plus la violence de l'islam, pour le chasser de l'Europe du Sud (en France de la Provence).



1: **L'abbé Guy Pagès** fait partie de ces prêtres sans ministère (car il est bien connu que la France compte beaucoup trop de prêtres !) qui finissent par trouver seuls un apos-

totat. Ce dernier a choisi internet, où il diffuse des vidéos sur la foi catholique mais aussi sur le Coran et l'islam. Site **Islam et Vérité**. Il embarrasse l'évêché de Paris, car ses vidéos ont du succès et remettent en cause la ligne irénique de l'Eglise qui pense qu'il est possible de lier une alliance avec l'islam en mettant la foi chrétienne en veilleuse. Mais aussi les autorités françaises. En février 2016, des policiers ont débarqué chez son hébergeur et ont fait main basse sur le serveur où se trouvait le site de Guy Pagès (méthode également utilisée pour tenter de faire taire Minurne). Une bonne raison pour cela, le bon abbé incitait paraît-il au terrorisme en publiant des vidéos de crimes commis par l'Etat Islamique au nom de l'islam pour illustrer la violence intrinsèque de l'islam.

2: le BIDDH est une institution autonome, créée par l'OSCE, dont la mission est d'aider les États européens à intégrer les Droits de l'Homme dans leurs institutions

3: Barabbas était un meurtrier condamné à mort. Ponce Pilate pensait Jésus innocent mais avait obligation de libérer un condamné à mort à chaque fête. Il proposa à la foule de choisir entre Jésus ou Barabbas, la foule choisit Barabbas.

Article publié sur le site de Miurne : www.miurne.org

PUBLIÉ PAR MARC LE STAHLER
L'Imprécateur 28/10/2018

La PMA ou la mort du Père

Depuis 1968 qui fut une véritable révolution culturelle, nous assistons à l'effondrement des valeurs et de la société traditionnelle qui perduraient encore dans l'après-guerre. La famille, cellule de base de celle-ci, allait sous nos yeux se désagréger, dynamitée

par les réformes du divorce, du PACS, de l'adoption et du mariage gay sans oublier les nouvelles formes de contraception, l'avortement, la libération sexuelle, la reproduction artificielle (fécondation in-vitro, insémination par donneur, dons d'ovules, implantation d'embryon), et maintenant par la PMA (procréation médicalement assistée), en attendant la GPA (gestation pour autrui), et un jour peut-être l'eugénisme (sélection de l'enfant parfait) sans parler de la polygamie importée par les allogènes ou de la théorie du genre. Grâce aux progrès de la médecine, la première insémination artificielle intra-conjugale fut réalisée en France au début du XIXe siècle (la toute première aurait eu lieu en Ecosse à la fin du XVIIIe) puis durant le siècle dernier la science ne cessa de repousser les frontières du possible, mais nous n'allons pas ici faire l'historique des innovations médicales.

La PMA et le Droit

Quel est le cadre juridique qui régit la PMA aujourd'hui ? Celle-ci est soumise au régime défini par la loi bioéthique du 6/8/2004 (reprise de celle initiale de 1994), à son tour, révisée par la loi du 7/7/2011. Elle délimite l'usage des techniques de la PMA aux cas de couples infertiles ou ne pouvant sans danger (ex. maladie grave transmissible) avoir un enfant. Il est requis un diagnostic d'infertilité pathologique, l'homme et la femme formant le couple doivent être vivants et en âge de procréer (la juridiction administrative a retenu : 59 ans pour l'homme, 45 pour la femme), et bien sûr en cas de donneur, pas de lien de filiation entre l'auteur du don et l'enfant. Le Droit ne retient pas la demande de PMA si l'un des membres décède, s'il y a dépôt d'une

requête en divorce, séparation de corps, cessation de communauté de vie ou révocation écrite du consentement de l'homme ou la femme auprès du médecin qualifié. Aujourd'hui en France, la PMA représente une naissance sur trente (soit 3,4 % de la natalité : 50 000 naissances sur 120 000 tentatives, un couple sur six ayant des problèmes pour avoir des enfants). La loi du 29/7/1994 révisée mais toujours en vigueur excluait les couples lesbiens jusqu'à ce que Macron durant la campagne présidentielle fasse la promesse aux femmes célibataires et lesbiennes d'y remédier en modifiant les lois bioéthiques. Son parti, le 23/7/18, a exigé sa légalisation et son remboursement. En septembre 2018, le CCNE (Comité consultatif national d'éthique) s'est prononcé en ce sens et même s'est déclaré favorable à la PMA post mortem. Il convient de remarquer que cet organisme prétend avoir un statut d'autorité administrative indépendante, mais en fait ses 39 membres viennent du Système (ils sont presque tous désignés par le pouvoir en place : Pdt de la République, Assemblées, Conseil d'État, Cour de Cassation, divers ministères, CNRS, Académies...), ces soi-disant «sages» représentant en réalité le prêt-à-penser. De plus, la secrétaire d'État à l'égalité H/F et de la lutte contre les discriminations (ça ne s'invente pas!) Marlène Schiappa, en novembre 2018, a demandé que cette PMA nouvelle mouture soit remboursée par la Sécurité Sociale sous prétexte que la loi actuelle discrimine les lesbiennes. L'examen de ce projet de loi est prévu pour 2019. On mesure là quelles sont les priorités de ce gouvernement alors que le pays est en pleine crise politique, sociale et

morale et que selon un sondage 82% des Français pensent que l'État doit garantir à l'enfant né par PMA le droit d'avoir un père et une mère !

Il demeure qu'outre les problèmes médicaux (les grossesses seraient plus complexes et il y aurait plus de risques de prématurité et de petits poids à la nais-

sance), cette loi créerait des orphelins de père dès la conception. Tout ceci pour satisfaire les caprices d'adultes qui ont fait le choix d'un comportement sexuel stérile. Une paire de lesbiennes ou d'homosexuels ne saurait constituer une famille et prive l'enfant de filiation.

Pour les Catholiques, la théologie morale impose l'opposition à la PMA. Selon le Vatican, un enfant est un don de Dieu et les couples infertiles peuvent recourir à l'adoption. L'embryon est un être humain dès la rencontre des gamètes (héritage du droit romain) ; or, lors d'une fécondation in-vitro les embryons surnuméraires sont détruits ce qui équivaut à supprimer une vie innocente. Cette doctrine a été confirmée dans les instructions *Donum vitae* (1987) et *Dignitas personae* (2006). Les Protestants sont plus ouverts, quant aux sémites (musulmans et juifs), ils s'opposent aux dons de spermes, d'ovules et d'embryons mais pas à la PMA entre conjoints.

La trahison des élites

Elle remonte, en ce domaine, à 1975 avec la funeste loi Veil (utilisée comme une icône en tant que rescapée des camps nazis et qui finira au Panthéon, quel symbole!) sur l'IVG (interruption volontaire de grossesse) qui prévoyait, il est vrai, des garde-fous (très vite mis à bas). Cette loi nie le statut de l'embryon et permet de ce fait autour de 220 000 avortements tous les ans ; parallèlement, c'est environ le même nombre d'immigrés, la plupart

suite page 6

d'origine extra-européenne, qui entrent en France durant la même période : cherchez l'erreur ! C'est le « grand remplacement » en marche, (si j'ose dire), et Macron en faisant voter l'extension du regroupement familial (encore une loi suicidaire) ne fait qu' accélérer ce processus mortel pour la Nation (40% des naissances seraient

d'origine non-européenne (d'après les statistiques officielles de l'Agence française de dépistage néonatal de la drépanocytose, maladie génétique qui n'atteint que les extra-européens).

Songez qu'aujourd'hui s'opposer à l'avortement (saluons au passage le combat courageux mené par notre ami le Dr Dor) comme vient d'oser le déclarer le Dr Rochambeau (Pdt du syndicat des gynécologues) vous expose à la vindicte de nos dirigeants, des médias, du monde du spectacle, des lobbies (les LGBT réclament carrément la suppression de la clause de conscience de praticiens!) et de la justice (selon la sous-ministre Schiappa «rien ni personne ne doit entraver -délit selon la loi- le droit à l'avortement»). Dès lors, vous êtes considéré comme un fanatique intégriste voire presque une sorte de terroriste car le Système a sanctuarisé ce phénomène. Ainsi, Agnès Buzyn ministre de la Santé, veut garantir totalement l'anonymat aux mineures qui avortent « pour les protéger des pressions de leur entourage car elles sont vulnérables » mettant les parents hors-jeu (bien sûr, l'IVG sera remboursée à 100% sans avance de frais).

Il est odieux, de même, de lutter contre le pseudo mariage gay ou l'euthanasie par suicide assisté (toutefois le 12/7/18 le Conseil d'Etat a rejeté sa légalisation car le recours médical est contraire au Code de déontologie et au serment d'Hippocrate ; on en reste donc, sur ce sujet, à la loi Léonetti de 2016). Tous les progressistes et libéraux vous voueront aux gémonies . Il est vrai qu'on a fait croire au « bon peuple » que le Progrès et l'évolution sociale étaient inéluctables. Le mot sociétal est devenu légal, c'est un talisman contre l'ordre naturel !

La PMA ou la mort du Père

suite de la page 5

La PMA est bien l'oeuvre d'apprentis sorciers machiavéliques dignes du Dr. Frankenstein et de lobbies nihilistes : c'est le triomphe de l'hédonisme et de l'égoïsme, mais n'en dou-

tons pas ces derniers ne s'arrêteront pas là.

Bientôt la GPA

La prochaine étape sera l'adoption de la GPA réclamée par les sodomites au nom de la sacro-sainte égalité. Louer le ventre d'une inconnue inséminée artificiellement avec le sperme du «père» ne sera plus de la science-fiction ; déjà, c'est légal aux USA et en Russie et Macron a exigé que l'état-civil français reconnaisse ces pratiques à l'étranger. Il suffit de voir la honteuse et répugnante propagande à la télévision en faveur d'un Fogiel et son «mari» qui aux USA ont trouvé une donneuse d'ovocytes puis une mère porteuse afin d'être «pères» de deux filles. Donc, l'enfant sera privé de l'altérité masculin/féminin pour sa construction psychique sans parler des dérives inhérentes à la marchandisation du corps humain. Comme l'observait déjà Renan au XIXe nous aurons «un individu né enfant trouvé et mort célibataire» Jusqu'où tomberons-nous ? Certains parlent même de LGBTQIA (lesbiennes-gays-bi-trans-queer-intersexes-asexuels...) en attendant, un jour prochain les zoophiles et nécrophiles, les pédophiles n'étant plus (provisoirement?) en odeur de sainteté. Vous ne vous reconnaissez pas ? C'est que vous êtes, sans doute, un attardé hétérosexuel d'une affligeante normalité ! D'ores et déjà, l'Université François Rabelais à Tours a décidé d'installer des toilettes neutres, «non-genrées», pour transsexuels et de reconnaître le prénom d'usage. C'est la Nef des fous !

La mort du père

Renan disait encore qu'en assassinant le Roi Louis XVI la Révolution avait tué symboliquement le «Père» ; or, depuis un demi-siècle,

selon un plan diabolique, des forces occultes s'acharnent à détruire la famille, la figure du père et à promouvoir une société sans pères. Par ex. la Maire de Paris dans les formulaires d'état-civil a remplacé les mots père et mère par «parent1/parent2» ; Elisabeth Badinter (épouse de Robert qui détruisit la clef de voûte de notre système pénal en faisant voter l'abolition de la peine de mort en 1981), quant à elle, déclare : «toute émancipation est d'abord libération par rapport au père». Dans la même veine, l'ex soixante-huitard Cohn-Bendit qui à l'époque avouait des penchants pédophiles, juge que «la famille est une cellule à l'image des injustices sociales» et ne parlons pas ici des «Femen» et autre hystériques féministes «sans les hommes cela évite aux femmes d'être violées, tuées et aux enfants aussi». Bref, ce serait le paradis de Lesbos ! Avez-vous remarqué que tous les mots ayant pour racine père : patriarcal, paternaliste, patriote... suscitent la réprobation et le refus de toute autorité (la dernière farce qui occupe nos députés étant l'abolition de la fessée incarnation de l'obscurantisme et de la violence parentale). C'est le «soft power» anglo-saxon, le pouvoir doux avec sa «novlangue» qui impose la mort lente avec l'invasion étrangère et la fin de la famille traditionnelle. La désagrégation de celle-ci, la féminisation des hommes, le relâchement des mœurs et les perversions sexuelles sont liées et symboliques des périodes de décadence «Recherchez la liberté et vous deviendrez esclave de vos désirs, recherchez la discipline et vous trouverez la liberté» (Kôan zen)

Il est urgent de revenir à l'ordre naturel et d'abroger toutes ces lois mortifères en mettant en oeuvre une politique nataliste ; l'adoption demeurant l'option pour les couples privés d'enfants. Il faut procréer au lieu de créer des enfants artificiellement si on veut éviter la fin du monde occidental. Rappelons-nous le péché d'Adam «Vous serez comme des Dieux» ce qui nous conduirait à la ruine de notre civilisation.

Bernard BRES

Samedi 29 septembre 2018

A la Mutualité, à Paris, **JOURNÉE D'AMITIÉ FRANÇAISE**, organisée par l'AGRIF (Bernard Antony) : «Génocide français : stop !» – «Non à la tsunamigration, à l'islamigration, à la culture de mort»!

Soixante auteurs, une quinzaine d'intervenants : 600 personnes se sont retrouvées.

Dimanche 14 octobre 2018

A RUNGIS, 12ème **JOURNÉE DE SYNTHÈSE NATIONALE** : «NE LAISSONS PAS MOURIR LA FRANCE» (Roland Hélie)
Journée record par rapport aux précédentes : 1800 entrées vendues ! Les tables rondes et meetings ont accueilli de nombreux intervenants.

Vendredi 16 novembre 2018

A Paris : Nous avons fêté le beaujolais nouveau et notre président nous a exposé sa vision de la situation politique actuelle et des perspectives de la droite nationale.



Samedi 10 novembre 2018

A Paris : organisée par la Dissidence française, la première «**Marche pour la reconquête**» s'est déroulée sans incident. Place des victoires, aux pieds de la statue de LOUIS XIV, ont pris la parole Roland Hélie, directeur de Synthèse Nationale, et Vincent Vauclin (président de la Dissidence française), qui appela à la création d'un vaste Front unitaire de lutte contre le mondialisme.

Samedi 17 novembre 2018

A Paris : 4e Forum de la Dissidence de Polémia contre la censure. 400 personnes (malgré l'action ce jour des «gilets jaunes») ont assisté à ce forum. Jean-Yves le Gallou, président de Polemia a conclu par un appel à garder confiance et à se révolter.

IN MEMORIAM

Ivan BLOT est décédé le 10 octobre 2018. Ancien RPR, puis FN, il avait rejoint brièvement Bruno Mégret lors de la scission de 1998. C'était un esprit brillant, au parcours politique quelque peu sinueux...mais toujours à droite.

Le Dimanche 25 novembre, Marc-Antoine SEYMARD nous a quitté.

Marc-Antoine était un travailleur infatigable, paysan attaché à sa terre donc à la France.

Outre le militant lucide et actif du Mouvement national républicain, il était également un ami loyal.

Que sa femme Mireille et ses enfants acceptent l'expression de nos sincères condoléances

Le Chêne 
MAGAZINE DU MOUVEMENT NATIONAL RÉPUBLICAIN

N° 91 - Janvier 2019 Directeur de la publication : B. Brès
Périodicité : trimestriel

Rédaction : 78 rue de Malnoue 93160 Noisy le Grand
Courrier : MNR, BP 10008, 93161 NOISY le Grand Cedex

Date de la parution : Janvier 2019

Commission paritaire : N° 1119P11309

Éditeur : MNR - Imprimeur : PFO 102, Champs-Élysées 75008 PARIS
RCS Paris B 440 654 069

MACRON EN MÊME TEMPS JUPITER ET ZEUS

Emmanuel Macron affectionne l'expression «en même temps». Que veut-il dire par là ?

Autrefois, en classe de terminale, math-élem ou philo, le cours de philosophie comportait une partie de logique pour nous apprendre à penser juste. Elle émettait des principes appuyés d'exemples : Le principe de causalité : il n'y a pas d'effet sans cause.

- Le principe de non-contradiction : il n'est pas logique d'affirmer à la fois une chose et son contraire.

- Le principe de vérité, c'est-à-dire l'adéquation de la pensée et de la réalité.

Nous apprenions aussi les modes de raisonnement.

Raisonnement par déduction où la pensée part de prémisses pour aboutir à une conclusion ; la démonstration d'un théorème de mathématique en était l'exemple le plus parlant.

Raisonnement par induction faisant remonter la pensée d'un faisceau de faits à une loi générale comme par exemple l'observation des mouvements des astres à la loi de Képler.

Nous nous souvenions tous du fameux syl-

logisme, "tous les hommes sont mortels, donc Socrate est mortel" parfait raisonnement déductif.

Il semble que Macron n'ait pas eu ou ait oublié sa leçon de logique, si tant est que l'Éducation Nationale en donnât encore quand il était au lycée.

Comment peut-il «en même temps» vouloir placer la France à une place éminente en Europe et l'obliger à obéir au moindre diktat de la Commission de Bruxelles ?

Comment peut-il «en même temps» reprocher à un jeune homme de lui avoir parlé impoliment et fouler aux pieds sa dignité de chef de l'État et celle de la France en se produisant publiquement à deux reprises (Noël de l'Élysée et Martinique) dans des postures indécentes dont les images ignobles ont fait le tour du monde ?

Comment peut-il «en même temps» parader sur les Champs-Élysées aux côtés du chef d'état-major des armées et «lui faire un enfant dans le dos» en supprimant sans le prévenir une part considérable du budget militaire ?

Comment peut-il «en même temps » exalter la Francophonie et faire dans les instances

internationales ses discours en anglais et tolérer que de grandes écoles fassent leurs cours en anglais ?

La liste des contradictions de notre Jupiter s'allonge à mesure qu'avance le quinquennat. Ce n'est plus Jupiter qui hante l'Élysée mais Janus.

Quelles peuvent être les causes de ce dérèglement de l'esprit ?

Une pensée dirigée par le relativisme et le mépris des valeurs et de leur hiérarchie. Le bien et le mal sont estompés ou ne sont plus considérés que relativement à sa propre personne.

La faiblesse d'un caractère inapte à l'affirmation de convictions claires et qui se laisse envahir par le doute.

Le désir de plaire le plus largement possible à l'opinion.

La double pensée n'est pas loin de la trahison. La Roche tarpéienne (*) n'est pas loin du Capitole (*).

* La roche tarpéienne était le lieu d'où les Romains de la République jetaient les traîtres, le Capitole celui où se réunissaient les édiles de la Cité.

Jean Quélenec

Valeurs républicaines ou valeurs démocratiques ?

Nen déplaise à nos pitres, ces gens qui font semblant de nous gouverner et ne sont que les syndicats temporaires de l'économie globale au sein du grand village mondialiste, il n'existe pas plus de valeurs républicaines que de valeurs impériales ou monarchiques.

Il existe, en revanche, des valeurs démocratiques, celles qui permettent aux Nations d'être bien gouvernées, dans l'intérêt des citoyens honnêtes et laborieux.

Dans la bonne gestion du Bien commun, il n'existe que quatre valeurs absolues qui, toutes, sont détruites ou amoindries en régime de capitalisme débridé ou dans les immondes dictatures marxistes :

- 1 – L'isonomia ou égalité de tous les citoyens devant la loi, ce qui implique un libre et honnête exercice de la justice, dégagé de toute ingérence de l'Exécutif (chef de l'État et gouvernement) ou des élus, qui se comportent trop souvent en petits rois.

- 2 – La méritocratie, soit l'attribution des postes payés par l'argent public – le produit des impôts et des taxes – par concours anonyme, pour éviter le favoritisme, qu'il soit de nature familiale (le classique népotisme), de nature ethnique, religieuse ou sectaire (ce bon vieux

Grand-Orient d'essence si « ripublicaine »), voire les passe-droits achetés (qui font si souvent ressembler notre État à une République bananière) ou obtenus par la pure prostitution !

- 3 – L'absolue liberté d'expression de la pensée, seules étant censurées la pornographie et la calomnie.

- 4 – Enfin, le recours systématique au corps électoral pour trancher les grandes questions de société comme l'immigration de masse provenant d'un autre continent, la peine de mort, les droits et les devoirs des minorités, les traités politiques, économiques ou militaires mettant en jeu l'avenir de la Nation.

Toutes ces valeurs n'ont rien à voir avec la nature du gouvernement. Certaines Nations sont bien dirigées et leur Bien commun est correctement géré. D'autres n'ont pas cette chance. C'est le cas de la Nation française dans la Ve République, entrée en sa phase de pourrissement accéléré.

Bernard Plouvier

Diffusé par Synthèse Nationale
4 novembre 2018